

L'Europe de l'énergie à la croisée des chemins

Jean-Bernard Lévy

La création, il y a plus de 70 ans, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier fut le premier pas dans la construction de l'Union européenne. Si certains des objectifs d'alors paraissent aujourd'hui hors de propos, comme rendre une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne « non seulement impensable mais matériellement impossible¹ », d'autres prennent une nouvelle actualité dans le contexte géopolitique et climatique : « soutenir massivement les industries européennes [...] pour leur permettre de se moderniser ».

Où en est aujourd'hui l'Europe de l'énergie? Plongée dans des hésitations, affrontant des crises, elle se trouve à un moment crucial de son histoire où elle doit faire face à cinq enjeux dont les réponses dessineront notre avenir énergétique commun pour plusieurs décennies.

Premier enjeu, l'électrification de nos sociétés, levier essentiel du chemin vers le net zéro carbone.

Au-delà des multiples directives et textes autour de Fit for 55, sera déterminante la capacité de l'Europe à mener de manière efficace et poussée le chantier de la décarbonation de l'économie via l'électrification, c'est-à-dire l'immense (r)évolution des usages et des procédés industriels qu'elle impose pour sortir des énergies fossiles. La mandature européenne qui s'achève bientôt aura permis des progrès réels sur de nombreux sujets complexes. Mais on peine à trouver l'ambition européenne forte et quantifiée à travers ce qui pourrait être un plan européen d'électrification bas carbone, un *Electrification Act*, décliné nationalement à l'image de ce qui est prévu pour le développement des énergies renouvelables, qui fait l'objet d'un engagement

chiffré de chaque pays européen. Et pourtant les besoins en électricité seront considérables.

Deuxième enjeu, celui de la confiance à redonner aux acteurs économiques après la crise extraordinaire des prix de l'énergie que nous venons de vivre.

L'Europe des 27 saura-t-elle mettre en œuvre rapidement une architecture du marché de l'électricité efficiente?

Ce nouveau « *market design* » devra intégrer le temps long, celui des investissements nécessaires dans de nouveaux moyens de production bas carbone et de leur juste rémunération, et permettre les modes de contractualisation qui garantissent un alignement entre prix et coûts de long terme. Car il faut encourager les investissements industriels en lissant la volatilité des prix et permettre à nos économies européennes de (re)faire de l'énergie un facteur de compétitivité grâce à l'électricité décarbonée. Les attermoissements de l'Allemagne et de ses alliés dans la défense du combustible charbon, combinés avec le calendrier électoral européen, sont à cet égard préoccupants.

Troisième enjeu, transformer le régime européen des aides d'État en tenant compte de l'urgence climatique et de l'État de nos dépendances énergétiques.

Il semble qu'après trois décennies où le dipytique « marché-concurrence » s'imposait à toute politique industrielle au sein de l'Union, les yeux s'ouvrent sur l'impasse où nous mène cette doctrine au regard des enjeux climatiques et géopolitiques. Il serait temps! Les États-Unis, notamment avec la loi « IRA », nous montrent la voie, qu'illustre

a contrario l'impasse institutionnelle où se trouve l'Organisation mondiale du commerce depuis des années. Alors il ne faut plus hésiter pour « changer de logiciel » et faire du développement d'une industrie européenne de la décarbonation la priorité de la future Commission européenne.

Quatrième enjeu, l'acceptation sans préjugés de toutes les formes d'énergie bas carbone.

Définir une réponse européenne cohérente va au-delà d'une évolution de l'architecture du marché de l'électricité. Elle invite aussi à réfléchir au mix énergétique européen à moyen/long terme et à la trajectoire pour l'atteindre. Cette réflexion se heurte cependant à de multiples difficultés : les enjeux nationaux, la défense des industries traditionnelles, ou encore les écoles de pensée rejetant telle ou telle solution technologique pour des raisons qui ont du mal à masquer les égoïsmes nationaux et même locaux.

Dans ce contexte complexe, face à l'affrontement de multiples lignes de force, les mots d'ordre devraient être « pragmatisme » et « esprit de coopération ». Aujourd'hui, nul n'est capable de décrire ce que seront les nouvelles technologies compétitives dans quinze ou vingt ans. Il faut donc garder toutes les options ouvertes, mais en les évaluant au prisme du trilemme énergétique : sécurité énergétique, durabilité environnementale, soutenabilité économique. Dans le domaine de l'énergie, c'est travailler sans préjugés car notre futur monde décarboné passera dans des proportions à soigneusement encadrer par le nucléaire, l'hydraulique, l'éolien terrestre et en mer, le photovoltaïque, la biomasse, la maîtrise de la consommation des acteurs économiques et des particuliers et les différents outils de flexibilité et de stockage.

Cinquième enjeu, face à la disponibilité et à la compétitivité du gaz de schiste américain mais aussi à d'importantes réserves mondiales d'hydrocarbures, comment construire et préserver un avantage compétitif européen dans les technologies décarbonées?

Même si le contexte géopolitique actuel semble nous conduire vers un recul de la mondialisation et le retour vers des zones d'échange basées sur des blocs politiques, le contexte reste malgré tout et pour longtemps celui d'une économie internationale concurrentielle, car le consommateur-roi ne s'effacera pas de sitôt.

L'Europe doit veiller à préserver puis accélérer son avantage compétitif dans l'éolien *offshore*, le nucléaire et l'hydrogène industriel bas carbone, sauf à donner aux économies américaines et chinoises des avantages compétitifs irrattrapables. Je vois quelques signaux encourageants ces derniers mois, comme la réunion récente des dirigeants politiques à Ostende, ou l'adoption probable avant fin 2023 des nouveaux textes sur le marché du carbone et le mécanisme de protection aux frontières. Mais la route sera longue...

Ce n'est pas une gageure mais une nécessité pour l'Europe de trouver les solutions à ces enjeux. La baisse rapide des émissions de dioxyde de carbone et de méthane dans les pays développés montrera le chemin aux économies moins avancées, auxquelles une Europe de l'énergie exemplaire et compétitive aura démontré qu'il n'y a pas de fatalité et que leur avenir se joue bien dans leurs propres mains.

NOTE

1. Déclaration de Robert Schuman, 9 mai 1950.

BIOGRAPHIE

PDG d'EDF de 2014 à 2022, **JEAN-BERNARD LÉVY** était le PDG de Thales depuis 2012, DG de Vivendi entre 2002 et 2005, puis Président du Directoire de 2005 à 2012. De 1998 à 2002, DG puis Associé Gérant de Oddo et Cie. De 1995 à 1998, PDG de Matra Communication. De 1988 à 1993, il dirige l'activité Satellites de télécommunications de Matra. En 1993, il devient Directeur de Cabinet de Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur. Il se consacre aujourd'hui à des activités d'administrateur et de conseil. Il est ancien élève de l'École Polytechnique et de Telecom Paris.